

Questions orales

[Français]

ON DEMANDE LA POURSUITE DES NÉGOCIATIONS

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Pourquoi le gouvernement ne poursuit-il pas ses négociations sur les projets de sciences et de technologie rattachés à l'entente cadre signée avec le Québec l'année dernière? Pourquoi?

[Traduction]

L'hon. Harvie Andre (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Nous le faisons, monsieur le Président. Le député hoche la tête. Je ne sais pas de quoi il parle ni à quoi il fait allusion.

Le fait est que nos discussions avec le gouvernement du Québec sont arrivées au bord d'une entente l'année dernière. Il y a certaines choses dont le gouvernement du Québec veut discuter à nouveau avec nous, mais il ne se plaint pas d'absence de progrès. Je ne sais pas pourquoi le député se plaint.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES MODIFICATIONS APPORTÉES AU PROGRAMME—L'INCIDENCE SUR LES EMPLOYÉS DES CONSERVIERIES DE POISSON

M. George Proud (Hillsborough): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. En raison des changements récemment annoncés à l'assurance-chômage, quelque 30 000 employés des conserveries de poisson, des femmes principalement, devront trouver d'autres emplois si ces changements sont adoptés. A Terre-Neuve, les travailleurs des conserveries de poisson reçoivent des prestations. Si l'on remonte le nombre minimum de semaines ouvrant droit à des prestations, où ces travailleurs trouveront-ils de l'emploi pour avoir droit à l'assurance-chômage? La ministre pourrait-elle nous garantir que les Canadiens de la région atlantique ne seront pas jetés à l'assistance sociale?

• (1440)

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, notre gouvernement a créé plus d'emplois dans la région atlantique que n'importe lequel dans l'histoire du Canada.

Des voix: Bravo!

Mme McDougall: Je voudrais rappeler au député que ce programme donnera 15 millions de plus à la province de Terre-Neuve. L'an prochain, la province recevra donc 15 millions de plus.

Je vais vous citer le *Gander Beacon* de Terre-Neuve:

. . . 18 personnes de la région de Gander-Fogo-Lewisporte viennent de terminer avec succès un programme de formation de six mois, financé par le gouvernement fédéral.

Ce programme, organisé par la Newfoundland Career Academy, a formé 18 jeunes personnes pour des carrières dans la banque, l'administration ou le commerce de détail.

L'administrateur local disait:

Tous ceux d'entre nous qui ont participé au programme sont heureux des résultats.

Des voix: Bravo!

DEMANDE DE DÉTAILS SUR L'EXAMEN

M. George Proud (Hillsborough): Monsieur le Président, pour rester avec les pêcheurs, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration confirmait le 11 avril qu'il y aurait un examen de l'assurance-chômage telle qu'elle s'applique aux pêcheurs.

Nombre d'entre eux ne sont pas au courant de cet examen et ne savent pas ce qu'il comportera. Ils s'inquiètent de ce qu'il leur arrivera. La ministre pourrait-elle expliquer à tous les pêcheurs en quoi consistera cet examen, quand il aura lieu et quand nous pouvons espérer des résultats.

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je ne m'attarderai pas sur le fait que l'on me cite tout à fait incorrectement et je dirai simplement que l'on n'envisage aucun changement en ce qui concerne les pêcheurs.

* * *

[Français]

LE LOGEMENT

L'EXEMPTION DE LA TAXE DE VENTE POUR CERTAINS TYPES DE LOGEMENTS—LA POSITION DU MINISTRE

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Habitation). Le ministre n'est pas sans savoir que des membres de l'Association canadienne de l'immeuble sont ici, en ville, préoccupés par la possibilité que le gouvernement impose une taxe de vente nationale dans le secteur du logement. S'il est vrai que le ministre a déclaré récemment et à maintes reprises que la nouvelle taxe de vente nationale n'augmenterait pas le coût du logement, il n'a pas pour autant convaincu les secteurs concernés.

Une voix: Il lit!